

Communiste S

Lien d'échanges, de communications, édité par des militant(e)s du Parti Communiste Français

N° 17



Juillet-Août 2006

Existe-t-il un projet révolutionnaire au Parti Communiste Français ?

Le 70ème anniversaire des congés payés met en lumière qu'un enfant sur trois ne part pas en vacances et que des familles en difficulté sont privées de ce droit fondamental.

70 ans après le Front Populaire, le parti socialiste poursuit sa démarche d'adaptation et d'accompagnement au système capitaliste. G. Filloche, dirigeant national du PS, déclare que le projet socialiste pour 2007 est en dessous du programme Jospin de la période 97-2002.

Rappelons-nous que cette politique avalisée par la direction du Parti l'a amené à son score le plus minable depuis sa création : 3,37 %.

Pourtant, dans les « Nouvelles » du mois de juillet, l'éditorialiste écrit « *Tout le monde a entendu la volonté des communistes, des socialistes, des radicaux de gauche de travailler à un projet à la fois crédible et ambitieux, un projet dont l'ambition serait de le porter ensemble au gouvernement...* ».

Une fois de plus, afin de préserver leurs places, les dirigeants de la Fédé 17 défendent ardemment la position du parti socialiste. Le 6 juillet, lors de l'assemblée départementale des communistes, notre secrétaire fédéral s'est dévoilé, déclarant

qu'il n'était pas d'accord avec la position de la secrétaire nationale M.G. Buffet : « *battre la droite et l'extrême droite au second tour mais ne pas participer à un gouvernement dominé par le social libéralisme* ».

Pour lui, d'accord pour battre la droite, mais il faut participer au gouvernement à domination socialiste comme en 97-2002.

Pour nous, et comme pour des milliers de communistes, il faut un projet communiste et commun au mouvement social.

Le choix n'est pas entre une droite libérale et une gauche libérale. **Il est entre gérer le capitalisme ou rompre avec lui. Il nous faut proposer l'inacceptable pour le capital :**

nationalisations, renationalisations,

rétablissement des avancées acquises en 36 et 45 et supprimées depuis, droits nouveaux...

Notre rôle n'est-il pas d'impulser les luttes ? Il est possible de faire renaître l'espoir d'un Parti Communiste au service du peuple, du mouvement social. Il s'agit de mettre en mouvement les communistes avec un projet communiste afin de changer le quotidien de nos concitoyens.

Collectif PCF 17

**2007
piqûre de rappel ?**



**NON MERCI !
on a déjà été vacciné(e)s**

Un peuple abandonné ?

Les grandes puissances mondiales - nous n'oserons pas, en la circonstance, parler de communauté internationale - ont-elles décidé d'abandonner le peuple libanais aux bombes israéliennes ?

« Veut-on détruire le Liban ? » s'interrogeait le président Chirac le 14 juillet. À considérer les immeubles effondrés et les gravats recouvrant les rues de Beyrouth, et qui nous semblent un retraitage des photos des années quatre-vingt, la question vaut d'être posée. Mais une autre s'impose aussitôt : pourquoi cette absence de réaction de la diplomatie mondiale face à l'extrême gravité de la situation créée par le gouvernement Olmert. Nul ne s'étonnera du soutien appuyé à l'opération israélienne exprimé par George Bush à Saint-Pétersbourg, où se tient le G8, cette réunion d'état-major des pays les plus riches du monde. On ne sera pas davantage surpris par la justification qu'en a donnée un Tony Blair, songeant peut-être à de futurs autres champs de bataille, en évoquant « un arc de l'extrémisme soutenu par la Syrie et l'Iran ». Ces deux là ne sont-ils pas déjà les responsables du chaos irakien ? Et hier, ils ont de surcroît obtenu que les chefs d'État du G8 n'ont pas su trouver les mots pour réclamer un cessez-le-feu !

Dans un tel contexte, il était légitime d'attendre de Jacques

Chirac non seulement un autre langage, mais une détermination à ne pas laisser récidiver un crime contre tout un peuple et un pays traditionnellement proche de la France. Or, le président s'est borné à évoquer « toutes les forces qui mettent en danger la sécurité, la stabilité et la souveraineté du Liban ». Le chef de l'État n'a même pas mentionné le gouvernement israélien, laissant au mieux entendre à ses auditeurs que celui-ci partagerait la responsabilité avec le Hezbollah. Mais Jacques Chirac était moins laconique, quand il suggérait, vendredi dans son interview télévisée, que ce mouvement chiite libanais ne pouvait avoir décidé de son propre chef la capture de deux soldats israéliens... Suivez son regard du côté de Damas et de Téhéran.

Nous sommes visiblement très loin du rôle que joua la France contre le forcing de la Maison-Blanche pour entraîner le monde dans l'aventure irakienne. Si la guerre ne fut pas empêchée, au moins ne reçut-elle pas le label des Nations unies. Comment en est-on arrivé à la paralysie d'aujourd'hui ? **Tout s'est passé comme si les dirigeants français avaient voulu se faire pardonner l'audace dont fit preuve notre pays vis-à-vis des États-Unis.** Le rapprochement avec Bush s'est concrétisé dès septembre 2004 autour de l'élaboration de la résolution 1559, qui a abouti au retrait des forces syriennes du

Liban, où elles stationnaient en vertu des accords ayant mis fin à la guerre. Aujourd'hui, alors que Beyrouth croule sous les bombardements israéliens comme il y a plus de vingt ans, que l'on annonce l'entrée de commandos terrestres, que Tsahal exige l'exode de la population du Sud Liban, qu'Israël a occupé jusqu'en 2000, la France est muette. Et pourtant, sa voix rencontrerait le même écho qu'en 2003 sur l'arène internationale et singulièrement dans le monde arabe et méditerranéen. Si, par exemple, notre pays réclamait une réunion de l'Assemblée générale des Nations unies, face à l'impuissance **du Conseil de sécurité qui a réalisé la prouesse, alors que Beyrouth est sous le feu, de produire une résolution... sur la Corée du Nord.**

Le Liban ne doit pas payer le prix du retour en grâce de Paris auprès de George Bush et de la lâcheté des dirigeants de l'Union européenne. Tout comme le peuple palestinien, que la politique israélienne pousse au désespoir, enfermé derrière un mur en Cisjordanie et bombardé à Gaza.

Dans la mémoire commune palestinienne et libanaise, plane toujours le spectre de Sabra et Chatila, dont le bourreau en chef s'appelait Sharon. Ne laissons pas cette sale histoire recommencer.

Jean-Paul Piérot (Huma du 17 juillet)

Qui est ministre de la défense en Israël ?

Corrigez-moi si je me trompe !

Le ministre n'est-il pas Amir Peretz ?

N'est-il pas membre du parti travailliste israélien ?

Ce parti n'est-il pas membre de l'Internationale socialiste ?

Ce ministre n'est-il pas responsable des bombardements effectués par son armée ?

Pour deux militaires capturés en territoire étranger, les représailles contre des civils, le massacre indiscriminé de quartiers d'habitations, la destruction d'un pays ne sont-elles donc pas criminelles aux yeux de "socialiste" ?

Plusieurs centaines de morts pour deux militaires prisonniers, ce n'est pas encore assez inégal ?

Imagine-t-on l'Espagne bombardant Bayonne au prétexte que la France ne luttait pas assez contre l'ETA ?

Les représailles à cette échelle contre des civils nous rappellent les périodes les plus sombres de notre histoire.

Combien de milliers de morts faudra-t-il pour que les "socialistes" européens dénoncent le crime de guerre qui est en train d'être commis sous nos yeux sous la responsabilité d'un de leurs camarades ?

Cette lâcheté est à vomir.

Jean-François (bellaciao.org)

Les propos racistes de Gollnisch et du FN contre notre équipe de football font honte à la France

Le Pen, Gollnisch, l'extrême droite se félicitent de la défaite de la France au Mondial en éructant leur haine contre les Français des DOM TOM, les enfants de l'immigration du Maghreb et d'Afrique.

Je suis fier de l'équipe de France, de Zidane et des autres qui ont porté haut et fort les couleurs de notre pays et le drapeau tricolore dans un esprit à la fois sportif et patriote.

Le Pen, l'héritier de Pétain, de ceux qui préféreraient Hitler au Front populaire, de ceux qui ont trahi la France, Gollnisch, qui nie l'existence des chambres à gaz et des camps de la mort, affichent au grand jour leur hostilité contre ces Français de couleurs qui représentent l'avenir d'une France républicaine.

Ils oublient délibérément le sacrifice de dizaines de milliers de Maghrébins et d'Africains dans les combats pour la liberté de la France aux heures sombres de son histoire. Ils attisent les haines, les peurs et pourrissent le terreau national au nom d'un nationalisme de façade. L'extrême droite est dangereuse, antirépublicaine.

La justice doit sanctionner les auteurs des propos racistes contre l'équipe de France. Il faut interdire le Front national qui diffuse dans le pays la xénophobie, l'antisémitisme, la dénégation des valeurs républicaines et nationales. Le Pen, Gollnisch et leurs sbires sont des gens dangereux.

André Gerin.

Les courants dans le parti

La position de refus de la diversité, des sensibilités et options, des courants et disons le clairement des tendances est encore aujourd'hui vécue par des directions à culture stalinienne, comme une position purement bureaucratique, donc une position indiscutable et intouchable. Ces directions veulent nous faire croire qu'elles ont fait le choix du pluralisme. Nous savons ce qu'il en est aujourd'hui. Dans les faits, de nombreux courants, tendances existent dans et hors du parti. Dans la dernière décennie, le secrétaire national Hue a créé la première tendance : celle de la mutation des fonctionnaires stalingradés, au but essentiel de garder les places ou d'y accéder. Aujourd'hui il est sénateur et le support de sa tendance est la fondation « Gabriel Péri ».

Les refondateurs eux aussi organisés en tendance ont repris le mensuel communiste « Regards ». Depuis la mutation, il n'existe plus aucun organe, journal, mensuel d'appellation communiste. En 2002, il aurait été normal qu'un débat s'instaure en analysant le pourquoi de notre score de 3 %. Les pratiques sectaires de notre direction fédérale ont conduit à ce que des communistes s'organisent pour débattre, échanger et exprimer un point de vue communiste. Si la diversité et le débat démocratique ont été occultés lors du congrès départemental, l'assemblée des communistes du 6 juillet a révélé que le parti était partagé par 3 options, 3 sensibilités différentes sur les échéances électorales à venir.

1) Celle de la secrétaire nationale (majoritaire à 63 % lors du congrès) soutenue par les refondateurs « Pour une candidature commune à la gauche de la gauche, pour battre la droite et l'extrême droite au second tour sans participation à un gouvernement dominé par le social libéralisme ».

2) Celle du sénateur Hue et de la fédération 17 (minoritaire au niveau national) qui est également pour battre la droite et l'extrême droite mais pour gouverner avec le parti socialiste du OUI à la constitution, expliquant que le gouvernement Jospin a réalisé de bonnes avancées durant la période 97-2002 et qu'il vaut mieux être dedans pour peser à gauche.

Il faut avoir une sacré dose de naïveté pour penser que l'on peut faire revenir le PS à gauche avec 3 % alors que le parti à 20 % n'en a pas été capable. L'expérience de la gauche plurielle n'a produit que le retour de la droite extrême et si cela devait recommencer c'est une droite encore plus extrême qui prendrait le pouvoir.

3) Celle d'une candidature communiste et commune au peuple, au mouvement social. Dire seulement battre la droite et l'extrême droite ne suffit pas. Il faut battre la politique de droite, du capital, y compris celle qui est faite par ceux qui se réclament de gauche. Le 29 mai le NON était de gauche, le OUI était de droite que cela plaise ou non.

En ne présentant pas une candidature communiste, l'extrême gauche occupe le terrain.

Aux camarades de la tendance Buffet, s'il faut admettre que l'antilibéralisme est un thème fondateur pour la gauche de la gauche, il faut admettre que des personnalités, des groupes sont aussi anti-communistes. Ils veulent bien du PCF mais comme rabatteur de voix.

Une candidature commune à la gauche de la gauche servirait de marche pied au parti socialiste.

Aux camarades de la tendance Hue, s'enfermer dans des calculs politiques pour conserver des places, c'est aller vers une nouvelle déroute

électorale.

Dans les deux cas, c'est la mort programmée du parti.

Il nous faut une candidature communiste et commune au peuple, au mouvement social.

Avec un projet communiste pour s'opposer à l'asservissement du salariat par le capital, pour s'opposer à la déshumanisation de la société, pour redonner de l'espoir à notre peuple.

Il faut que notre parti retrouve son influence pour peser réellement sur la transformation de la société en impulsant les luttes et privilégiant leur contenu.

Il ne doit plus être question d'un parti godillot du PS et de faire un remake avec les sociaux libéraux. Pour cela, il faut un parti communiste démocratique et révolutionnaire qui doit faire du choix de la diversité, du pluralisme des idées, un droit et un principe de son mode de fonctionnement.

J.L. Rolland.



N° 23456,
Qu'est-ce qui vous fait
croire que l'on vous
déshumanise ?

LE ROSE EST-IL DEvenu LA COULEUR DES REVOLUTIONNAIRES ?

Depuis quelque temps, dans notre département, le trouble des communistes s'accroît à la vue de plusieurs éléments :

La fête départementale de notre parti en est une démonstration de plus, lorsque des dirigeants de notre parti nous invitent à nous rassembler comme en 1936 autour de la gauche socialiste, justifiant leurs positions par le fait que nous ne représentons plus beaucoup, que la situation politique n'est plus la même qu'avant, qu'il faut rester communiste en s'adaptant à la France d'aujourd'hui.

Autre démonstration lors du faux débat intitulé « Quelle alternative à gauche ? » où il n'a jamais été question d'un projet communiste, nous avons été invités à nous rassembler sur le programme du PS pour rabattre nos voix pour le deuxième tour de la présidentielle.

La ficelle était tellement énorme que le premier secrétaire du PS a jugé utile de nous inviter à présenter notre candidat pour permettre l'expression des différentes sensibilités de la gauche : quel terrible constat de perte totale d'identité communiste !

Puis dans les Nouvelles de Charente-Maritime de juillet, l'éditorialiste confirme et nous explique « *tout le monde a entendu la volonté des communistes, des socialistes, des radicaux de gauche, de travailler à un projet à la fois crédible et audacieux, un projet dont l'ambition serait de le porter ensemble au gouvernement.* »

De quel projet nous parle-t-on ? Celui de notre parti ? Non. Celui ardemment défendu par le premier secrétaire départemental du PS présent à notre fête de l'humain.

Doit-on continuer comme cela, ou se poser réellement des questions, et poursuivre un débat qui s'est arrêté à la porte de notre département, par la volonté politique de certains dirigeants de notre fédération ?

En effet il nous semble qu'il existe trois choix possibles d'orientation politique dans notre parti.

Premier choix : on continue de s'adapter au système capitaliste en essayant de peser sur la gauche du PS, pour l'amener à prendre des positions plus à gauche, glissant petit à petit dans un réformisme abandonnant complètement le combat de classe, pour un combat pour les places.

Alors camarades allez-y franchement, adhérez à la gauche du PS avec les amis de Mélenchon pour mettre du plâtre sur une jambe de bois, ou pire allez-vous fourvoyer avec les oui-ouiistes de F Hollande dans une fausse gauche d'adaptation au système capitaliste, ce sera sans les communistes révolutionnaires.

Le deuxième choix porté par M G Buffet, développer des collectifs d'union populaire pour rassembler une force à gauche, présentant une candidature issue du PCF pour les présidentielles, rajoutant pour rassurer les autres forces de gauches (que cette candidature sera au service du mouvement d'union populaire) abandonnant au passage l'identité communiste, prenant le risque de remettre en cause le rôle indispensable des partis politiques.

Et un troisième choix : retrouver nos valeurs avec le mouvement social, sur des bases de classe, mettre en route les communistes qui n'ont pas abandonné la lutte des classes. Certes cela ne se décrète pas, mais une grande majorité de camarades, sont disponibles pour porter un projet communiste de société.

Il faut nous retrouver, rechercher un chemin ensemble pour reconstruire un parti communiste français sur des bases de classes, il est possible de faire renaître l'espoir, notre parti peut être au service du mouvement social, n'est-ce pas le rôle d'un parti réellement révolutionnaire ?

N'est-il pas temps de faire rêver les communistes et nos concitoyens qu'il est possible de changer notre quotidien ?

Pour cela il faut se rencontrer, débattre sans a priori, se fixer des objectifs, ne pas se tromper d'ennemi, combattre les idées de droite comme celles de la fausse gauche, notre seul combat se situant contre le système capitaliste.

Prenons notre courage à deux mains et développons de vrais débats politiques sur les vraies questions de fond « Quelle société nous souhaitons pour notre peuple ? » : c'est ce qu'attend la très grande majorité des communistes.

Olivier Chevallier et Daniel Vince

16 novembre : une date à retenir pour la solidarité !

Les 4 mis en examen suite à l'incendie du medef passent en appel à Poitiers.
Restons mobilisés.

Un rappel du Professeur Oulianov

Le 14 juillet, Chirac a refusé d'amnistier les jeunes condamnés lors des luttes contre le CPE qui pourtant a été retiré du projet gouvernemental. Leurs luttes étaient donc légitimes et en parfait accord avec l'article 35 de la déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1793 qui stipule « *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs* ».

Pour ceux qui croient à Madame Royal, le professeur rappelle que cette dernière avait déclaré à ce sujet « **qu'il faut assumer les risques que l'on prend en manifestant** ».



Sur notre département un site communiste celui du collectif PCF17 :

<http://perso.wanadoo.fr/collectif.pcf17>.



Le 30 juin, nous avons accompagné notre camarade Gilbert Danos à sa dernière demeure.

Né le 8 août 1924, ce camarade totalisait 64 années d'appartenance au parti dont 2 ans de résistance au maquis du Gers. Il aurait donc mérité l'hommage d'un responsable du parti, cela n'a pas été le cas.

Nos n'oublions pas son accent et son esprit révolutionnaire qui nous manqueront. Merci Gilbert.

A sa famille et ses nombreux amis, nous présentons nos sincères condoléances.

Guy Bidaux.

Le 12 juillet, notre camarade René Picher nous a quittés. René avait adhéré au parti à 20 ans. Militant convaincu il est toujours resté fidèle à ses idées communistes. A ma grande stupéfaction, pas un représentant local ou départemental n'était là pour lui rendre hommage.

Je pense que, dans notre parti en Charente Maritime, nos dirigeants ont oublié la fraternité qui caractérisait la grande famille des communistes.

En ces moments difficiles, je voudrais dire à sa femme Jacqueline, à ses enfants, toute l'affection des communistes.

Jacqueline Vaury.